

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'OCCASION DU DÉJEUNER OFFERT PAR M. HABIB BOURGUIBA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE, PALAIS PRÉSIDENTIEL DE CARTHAGE, JEUDI 27 OCTOBRE 1983.

27 OCTOBER 1983 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le Président,

- Madame,

- Je veux vous dire d'abord la joie que nous éprouvons à nous trouver ici, dans ce pays, dans cette ville, dans ce Palais de Carthage, témoin de l'art et du raffinement tunisiens en ces lieux où l'histoire a laissé tant de traces et où les destins de nos pays se sont liés.

- C'est une joie en effet, monsieur le Président, que de me retrouver à vos côtés, ainsi que madame Bourguiba, à qui j'adresse un hommage particulier, aux côtés du Premier ministre M. Mzali, que j'aurai le plaisir de rencontrer cet après-midi, des membres de votre gouvernement, de tant de personnalités éminentes, de la politique, de l'administration, de la culture, de l'économie. A vous toutes, à vous tous, oui, j'ai l'honneur de transmettre le salut de la France.

- Je me sens, au bord de cette admirable baie, dans un lieu où l'on sent l'histoire à chaque pas. J'admire que la Tunisie ait su, avec tant d'aisance, sans jamais cesser d'être fidèle à elle-même, assumer toutes les composantes de son passé. Carthaginois, Romains, Berbères, Arabes depuis l'époque contemporaine que nous avons vécue. Comment n'évoquerais-je pas enfin, puisque nous sommes dans cette ville, l'homme qui a fait naître, par sa clairvoyance les -rapports nouveaux entre nos deux pays, je veux dire Pierre Mendès France.

- Le temps qui a passé n'a pas effacé son geste. A l'occasion de ma visite à laquelle Mme Pierre Mendès France est associée intimement, le Lycée français de Tunisie recevra le nom de Pierre Mendès France. Ainsi, comme le Lycée Carnot devenu Lycée Bourguiba, sera-t-il pour les générations futures le témoignage de ce qui s'est fait de grand et de généreux au service de nos deux peuples, dans le respect d'une certaine conception de l'humanisme politique.\

Grâce, monsieur le Président, à votre sagesse, à la continuité d'un -concours mutuel, les relations entre la Tunisie indépendante et la France représentent une véritable réussite. Et cependant, 27 ans après l'indépendance, il est bon de voir les choses avec un esprit neuf. D'abord comprendre et accepter les évolutions. La Tunisie, par exemple, a choisi et accepté le retour aux sources de sa personnalité arabe et musulmane. Je ne vois dans cette démarche que légitimité. Ce n'est pas un obstacle à une amitié dès lors que la synthèse se réalise entre des cultures finalement indispensables. Cela ne représente que des avantages pour l'épanouissement de votre peuple et cela n'ôte aucune chance au développement de nos relations. Si attachée elle-même à son indépendance et si consciente des valeurs qu'elle incarne, la France comprend que la Tunisie ait confiance en elle-même.

- Les liens qui nous unissent ne lèvent en moi aucune crainte. Ils sont solides, vous l'avez dit, le renouveau que je viens d'évoquer ne sera qu'une autre façon de continuer ce que nous avons ensemble bâti. Mais je voudrais dire, à cet égard, aux jeunes Tunisiens, qui s'interrogent me dit-on, sur les relations privilégiées entre la Tunisie et la France, que nous ne concevons pas ces relations comme un héritage figé, mais comme une construction continue et toujours exaltante, à réaliser chaque jour selon l'évolution des esprits. Chaque génération apporte ce qu'elle possède dans son esprit et son coeur, dans la force de ses mains, et j'ai confiance dans l'avenir.\

Puisant, vous l'avez dit, monsieur le Président, leur inspiration aux mêmes sources, la Tunisie et la France se retrouvent proches sur la plupart des sujets, fussent-ils difficiles, qui sollicitent notre attention.

- D'abord, autour de la coopération, terme maintenant classique. Les étudiants, les universitaires, les chercheurs, les fonctionnaires, les chefs d'entreprises, les ingénieurs, les techniciens, enfin tous ceux qui, à des -titres divers, participent à cette coopération, y compris tous ceux qui font la force de notre peuple, sa richesse d'imagination, ses ouvriers, ses paysans, la classe bourgeoise intermédiaire, la classe moyenne. Tous ceux-ci doivent être appelés à pratiquer cette coopération que j'appelle de mes

voeux. Elle répond aux besoins, je pense, de votre pays, et elle répond aux intentions, aux volontés, aux réalités de la France telle que j'ai à la conduire.\

Je n'oublie pas non plus les quelques 220000 Tunisiens qui vivent et travaillent en France et qui représentent à leur façon un apport original dans l'ensemble de nos relations. Il faut rappeler que nous sommes heureux d'accueillir ces travailleurs, que nous avons fait les efforts nécessaires pour cela. Ils étaient indispensables. Nous avons œuvré à ce que leur soit reconnue la dignité, les conditions de travail, de logement, de vie familiale, que leur soit donnée la possibilité d'échapper à ce qui fut trop longtemps le lot des immigrés, je ne sais quelle tracasserie policière ou bien d'état-civil. Je crois qu'ils respirent mieux dans un pays qui cherche à étendre le champ des libertés. Sans doute est-il un certain nombre de données fondamentales qui font que, pour parvenir à l'harmonie, un peuple, le mien, doit savoir dominer l'appel des forces mauvaises. Il existe encore, des comportements racistes. Je les ai toujours condamnés et ce n'est pas au moment où je puis peser plus que jamais sur le destin de mon pays que je pourrai les oublier.

- Le travail qui nous est apporté est un travail utile, fécond, celui d'une main d'oeuvre qui élève loin ses capacités, ses compétences, son tour de main, qui apporte aussi un esprit dont nous savons qu'il est fraternel. Des problèmes se sont posés, et il s'en pose, il s'en posera, nous devons donc dans notre pays, en France, veiller à ce que tous ces immigrés venus de tous les pays, non pas seulement de la Tunisie, trouvent chez nous des conditions d'égalité dans les conditions de leur travail - je dirai de même dans leur vie de citoyen - mais aussi que cesse - autant que possible et je ne m'adresse pas là à la Tunisie, je fais une considération de caractère général - cette puissante immigration clandestine, qui vient embarrasser le travail de ceux qui ont fait appel à la loi pour bénéficier de l'hospitalité sur notre sol.\

J'ai toujours relevé les mesures répressives qui ne sont pas notre tradition, mais j'ai aussi toujours dit aux immigrés, tout en me situant à leurs côtés, en cherchant à les rencontrer, en les considérant comme des hommes qui méritent mon respect et mon amitié, que c'est à eux de considérer que nos relations doivent être fixées d'une façon ouverte, qu'il est difficile de passer à côté, sans quoi c'est tout l'équilibre que nous cherchons à édifier qui risque de s'écrouler, surtout dans l'esprit public : un esprit public sourcilieux que tant de forces fâcheuses tentent de dresser contre ceux qui viennent à nous.

- Je suis à la fois résolu à éviter tous les affrontements, les suspicions, les contradictions dramatiques, non seulement résolu, mais aussi plein d'espoir, car je connais la capacité d'accueil du peuple français, l'amitié instinctive qu'il porte à ceux qui viennent l'aider dans ses travaux. D'autre part, m'adressant alors cette fois-ci particulièrement à ceux qui m'écoutent, c'est-à-dire à des Tunisiens, je sais quelle est la qualité de la vieille civilisation dont vous avez au fond chargé sans le leur dire explicitement ces immigrés d'être vos ambassadeurs chez nous £ et ils le sont, croyez-le bien.\

Vous avez évoqué, monsieur le Président, plusieurs des graves problèmes qui doivent retenir notre attention dans les relations internationales. Cela fait longtemps que je connais votre clairvoyance. Je n'ai donc pas été étonné de vous entendre à l'instant. Comme le monde aurait gagné en de multiples circonstances si l'on avait quelquefois davantage écouté Habib Bourguiba, aussi bien le militant, qui n'était à l'époque qu'un militant reconnu par les siens, supportant les inconvénients de cette condition, c'est-à-dire d'être recherché, pourchassé, persécuté, éliminé, et qui a dû d'être là, tant d'années après, à la confiance de ceux qui l'ont entouré dans les premiers combats, puis à la confiance d'un peuple tout entier, et enfin à la place prise sur la scène internationale ce qui ajoute, je puis le dire sans l'offenser, aux lustres du peuple tunisien tout entier.\

Permettez-moi de vous dire à mon tour très rapidement ce qu'est la position de la France sur les questions que je vais évoquer en-particulier sur le Proche-Orient, le monde arabe. J'en profite pour saluer la Ligue des Etats Arabes, ici très fortement représentée. Je n'oublie pas qu'il y a un maire de Carthage et qu'il m'est arrivé de le recevoir et que cela m'arrivera encore pendant ce bref séjour. Je souhaite vraiment que ces pays jouent pleinement leur rôle, leur rôle pour la paix même s'ils vivent dans des lieux où la guerre apporte le plus généralement sa réponse. Le dialogue entre la France et la Tunisie, entre la France et les pays du Maghreb, entre la France et les pays arabes : ce dialogue est nourri, il est fécond, il est constant, vous le savez. Et s'il y a quelques brèches dans ce concert, nous nous efforçons de les combler. Cela n'est pas toujours très facile tant les passions sont vives et aussi parce que la France, en refusant à faire les commissions des autres, adopte une position qui est la sienne, qui

France, se refusant à faire les commissions des autres, adopte une position qui est la sienne, qui n'appartient aujourd'hui à nulle autre, par-delà ses alliances et ses attachements auxquels elle reste fidèle. C'est d'éviter que chaque problème dans cette région du monde, comme dans les autres, ne se transforme tout aussitôt en affrontement entre blocs, que tout soit résumé en je ne sais quelle compétition Est - Ouest qui, en fait, aboutit à faire échapper des mains des responsables de chaque pays la décision dont dépendra le sort de leur propre peuple. Moi, je ne suis pas et vous n'êtes pas, monsieur le Président, de ceux qui acceptent que le destin de leur peuple dépende indéfiniment de la décision des autres.\

Alors, on peut apporter des conseils. Il vaut mieux encore agir que conseiller et là où nous sommes, nous Français, nous nous efforçons de préserver les équilibres nécessaires, sachant fort bien que dans une période aussi grave, avec les tensions véritablement dramatiques, qui vont monter au-cours des deux prochains mois, l'essentiel est de retenir partout, les chances de la paix, que le moindre souffle fera glisser dans le précipice de la guerre.

- La présence de la France appelée par les gouvernements légitimes dans certains pays de cette région `Liban` n'a pas d'autre sens. La France ne demande rien. Elle ne souhaite pas acquérir un mètre carré de plus. Ce dont elle dispose lui suffit. Elle ne compte exercer aucune influence qui pourrait rappeler l'ère précédente. Rien de tout cela. Nous cherchons simplement à préserver les équilibres nécessaires qui permettront au monde de vivre en paix. C'est notre raisonnement en Europe, c'est notre raisonnement dans le Proche-Orient, c'est notre raisonnement en Amérique centrale : partout, rechercher les équilibres entre les blocs et d'autre part préserver à l'intérieur de chaque peuple l'équilibre entre les fractions, les obédiences, les familles d'esprit. Il me semble que cela correspond assez bien à ce que nos pères nous ont enseigné lorsqu'ils tentaient de bâtir les fondements de la démocratie autour de quelques idées simples qui sont dans l'esprit de tous ici et qui s'appelaient tout simplement liberté, égalité, fraternité. Cela peut paraître presque usé à force d'avoir été dit, mais ce n'est pas usé car cela a été si peu fait que cela reste encore, croyez-moi, des idées neuves.\

Le respect des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est un droit fondamental. Le droit à l'indépendance nationale, que partent toutes les armées étrangères qui se trouvent dans des pays où elles n'ont rien à faire et quand elles y sont appelées, comme c'est le cas de la France, par des gouvernements légitimes qu'il soit bien entendu que ces armées - les nôtres - qui sont venues avec le souci d'accomplir un devoir, avec le désir de faire retrouver à ces pays la paix dont ils ont besoin, nos armées partiront au premier signe au premier souffle de paix et d'espoir qui peut être donné par les institutions internationales. Les institutions internationales, comme celles des Nations unies `ONU`, comme celle de l'Organisation de l'unité africaine `OUA` ou tout groupe d'Etats, ou tout groupe d'influence dont l'autorité morale et politique serait reconnue par les intéressés. De ce point de vue, la France ne fera rien qui puisse retenir d'une heure le retour à la conciliation et à la paix. Nous n'avons pas d'autre ambition que de préserver des relations avec les pays qui les ont créées avec nous et de préserver une histoire séculaire qui doit nous orienter vers le respect mutuel plutôt que vers les antagonismes.\

Je souhaite en même temps que la France tienne de plus en plus compte de la diversité, du poids respectif, au fond, du droit de chacun à disposer d'une patrie. C'est le raisonnement que nous avons appliqué dès les premiers jours à l'égard des Palestiniens. Et cela je n'ai pas attendu de me trouver au Palais de Carthage pour le dire, je suis allé le dire dans l'enceinte de la Knesset. Oui les Palestiniens ont le droit de vivre sur une terre qui serait leur patrie dans laquelle ils bâtiraient les structures de leur choix. Il ne dépend pas de moi que cela se fasse. Telle est en tout cas la position de la France et j'ai toujours ajouté, parce que je veux être juste, que ce droit reconnu aux Palestiniens doit l'être tout autant au peuple d'Israël et, qu'à-partir du moment où l'un des peuples conteste à l'autre ce droit fondamental, et dans la circonstance l'un et l'autre se le contestent, il est absolument impossible de parvenir à l'harmonie hors de laquelle rien de bon ne s'accomplira. A cet égard il existe une institution internationale reconnue par nous tous, qui a voté des résolutions, je parle de l'Organisation des Nations unies `ONU`. Les textes existent, les recommandations sont admises, pourquoi ne pas s'y reporter tout simplement et l'on verra que finalement c'était la voix de la sagesse. Plus le temps passe, plus au lieu de les arranger il complique les choses.\

Mon pays ne détient pas la clé, tout seul en tout cas, de la sagesse et de la clairvoyance et puis, surtout, il ne détient pas le moyen de réaliser à lui seul l'accord nécessaire après les ruptures, les

guerres, les antagonismes, les violences. Je dis cela ici, comme je l'ai dit en tant d'autres endroits, comme je l'ai dit à Cancun, à Mexico, à Ottawa, dans d'autres lieux. Il faut que le monde tout entier, surtout les pays en voie de développement, les peuples écartés pendant si longtemps de leur droit de vivre et qui luttent contre les difficultés provoquées non seulement par la société des hommes, mais aussi par les rigueurs de la nature, il faut que ces peuples aient leur chance. S'ils ne l'ont pas, nous perdrons la nôtre. Les intérêts du Nord et du Sud sont liés. Et il n'y aura pas de sortie de crise pour le Nord industriel, s'il ne comprend pas qu'un élan doit venir et peut venir du sud. De ces pays dont le développement démographique représentera un formidable surgissement qui peut aller vers le progrès et vers la paix, plutôt que vers son contraire, dès les années du prochain siècle.\

Monsieur le Président, vous êtes pour moi, une relation que vous me permettez d'appeler ancienne. Nous nous sommes connus personnellement, il y a déjà quelques trente années et nous nous connaissions déjà par les écrits ou par les témoignages. Je me souviens avec émotion du temps où aux côtés précisément de Pierre Mendès France, nous avons trouvé la Tunisie dans l'état que vous savez. Il fallait que le coup de pouce fut donné, pour changer d'époque. Je crois que ce coup de pouce a été donné, s'il n'a pas été décisif, je ne sais pas, je crois que oui, en tout cas, c'est à partir de là que vous avez pu, vous, combattant inlassable, que vous avez pu admettre une fois pour toutes que décidément la France que vous aimiez restait une France que vous pouviez aimer. Et vous aviez quelque mérite à le faire parce que vous aviez souffert vous-même dans vos affections, dans votre liberté, dans vos espérances. Il vous a fallu un courage que chacun reconnaît. Vous êtes, je crois, maintenant le doyen des chefs d'Etat d'Afrique, en tout cas et je sais de quelle estime, de quelle affection vous êtes entouré. Non seulement sur ce continent, qu'il m'arrive de parcourir, mais dans le monde entier. C'est une voix de la sagesse, d'un combattant intrépide, d'un patriote inlassable qui a accepté tous les sacrifices, tous les sacrifices personnels et qui a eu le bonheur, qui n'est pas donné à tous, de traverser ces époques difficiles pour aujourd'hui, entouré de son propre peuple, de savoir qu'il avait choisi le bon chemin. Et voilà que vous êtes ici sur ces bords de Méditerranée. Nous avec vous. Je me souviens de nos discussions, elles restent actuelles, tout à fait actuelles, elles restent même encore un peu futuristes sur le devenir de la Méditerranée.\

Vous savez que j'ai fait appel il y a quelques temps aux capacités des pays, au moins de la Méditerranée occidentale, à tenter de se concerter, cela deviendra un jour nécessaire car le développement de la Communauté économique européenne `CEE` pose de difficiles problèmes à des pays comme le vôtre. Son éventuel élargissement aussi, élargissement vers le sud car le problème de l'Europe est devenu un problème méditerranéen, de productions méditerranéennes.

- Il va devenir très important que la Tunisie puisse aborder avec la Communauté économique européenne et pas simplement avec la France une discussion approfondie pour donner un sens, au-delà de l'économie, à ce qui pourrait être une certaine conception de la paix et de l'organisation du monde autour de cette mer qui nous est commune, de cette mer qui représente pour nous au travers de ses capitales, de ses ports, de sa civilisation quelque chose de fondamental.\

Monsieur le Président, madame, je me suis gardé d'évoquer trop de souvenirs personnels, ils abonderaient. Je me souviens de l'époque où il m'arrivait de recevoir, d'héberger, quelquefois même de mettre à l'abri, à Paris, un certain nombre de vos frères qui attendaient là, chez moi, le moment où ils pourraient rentrer dans leur pays sans être trop aperçus et je me suis créé depuis cette époque quelques amitiés qui durent encore. Venir en Tunisie me permet en même temps d'ouvrir un carnet d'adresses dont l'origine remonte à ces temps difficiles. Et vous `Habib Bourguiba`, nous nous sommes rencontrés pour la première fois alors que précisément, vous sortiez d'une longue période, qui n'était pas la première, où vous étiez enfermé. Enfermé pour cause d'amour de liberté. C'est paradoxal, mais cela arrive, et c'est arrivé même trop souvent. Et nous bâtissions dans nos conversations l'avenir de nos peuples. C'était encore du domaine de l'imagination, du projet, maintenant nous y sommes.

- Vous même, depuis longtemps et vous avez justifié les espérances puisque je m'exprime au nom d'un pays : la France, qui connaît la qualité et la solidité de l'amitié tunisienne et nous vous devons l'essentiel de cette tâche. Vous auriez pu vous laisser emporter par tant de passion plutôt que d'obéir aux lois de la raison, à laquelle vous êtes resté fidèle. Et moi-même plus récemment, mais également à pied d'oeuvre pour accomplir la même tâche.\

Voilà pourquoi, au début de ce voyage, avant de connaître mieux l'intérieur de la Tunisie, de retrouver ce que j'ai connu, d'apprendre à connaître ce que je ne connaissais pas, et surtout d'entendre à l'écho des générations nouvelles, voilà pourquoi avant de m'entretenir avec le président Bourguiba, de nourrir une conversation qui ne fait que recommencer, avant d'en débattre avec M. le Premier ministre Mzali, et ceux qui parlent en votre nom, mesdames et messieurs, je veux en levant mon verre vous dire très simplement qu'il ne s'agit pas pour moi d'un voyage banal, tout à fait ordinaire. Il n'en n'est pas à vrai dire, mais tout de même, les gestes de la diplomatie s'imposent le plus souvent. Nous n'y manquerons pas, mais il me semble que quelque chose de plus s'y ajoute qui me permet de vous dire, monsieur le Président, bonne santé, force d'âme et de caractère dans la suite de votre mission, ai-je besoin de vous le conseiller ? Vous ne manquez pas de réserve.

- Je vous dirai à tous, mesdames et messieurs et à vous particulièrement, madame, qui avez participé à toutes ces luttes, à tous ces combats, qui avez vécu tous ces espoirs, je veux vous dire à quel point je forme des vœux de santé pour le peuple tunisien, pour sa place dans le monde, là où il se trouve, inspirateur d'une certaine idée du Maghreb, du "Grand Maghreb", pays de Méditerranée formé à toutes les finesses de sa culture, monde arabe obéissant à des règles strictes, du sens de l'honneur, sens de la raison, sans jamais oublier les passions de l'indépendance et de la liberté. Vous êtes placés par l'histoire et par la géographie précisément à l'endroit où levant mon verre j'ai l'impression de souhaiter paix et concorde à tous les autres, je veux dire à la paix du monde.\